

Crise de conscience du Japon actuel

par Raymond VOYAT,* Paris

Dépourvue de sa force militaire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est par sa puissance technologique et commerciale que le Japon a réussi à s'imposer au reste du monde. En moins de 40 ans, le pays a connu une croissance économique éclatante, suivie d'une débâcle financière non moins impressionnante. Crise économique, mais aussi politique et culturelle oblige, le Japonais est confronté aujourd'hui à une profonde remise en question de ses valeurs.

A partir des années soixante, le Japon devient un modèle, mais aussi une provocation qui ne cesse d'intriguer, de fasciner ou d'irriter, car rien ne semble pouvoir freiner le dynamisme de cette société obsédée de production et de consommation.

Au cours de ces années, des gens jeunes et motivés migrent des campagnes vers les grandes villes où, impécunieux, ils s'établissent en périphérie. Les conditions de travail y sont nettement moins pénibles que dans leurs villages d'origine et l'emploi y est stable, quasiment garanti auprès d'un même employeur pour toute une vie active. Et celui qui ne décroche pas un poste dans une administration ou dans une grande société, trouve de l'embauche dans les PME ou les entreprises familiales qui vivent de sous-traitance. Ce qui crée une imbrication garante de continuité et de fixité des prix. Au cœur de ces ensembles complexes, la banque agit alors comme un régulateur soucieux de préserver l'intégrité des bilans.

Au niveau de la population, l'accès aux soins de santé est garanti moyennant une participation symbolique aux frais. Le système éducatif, de qualité, mais soigneusement contrôlé par le gouvernement, se

ramifie jusqu'au fond des campagnes. Les groupes industriels relaient la responsabilité de l'Etat et veillent au confort de leurs employés en perpétuant l' ancestrale tradition de solidarité de groupe. Quant aux syndicats, ils sont le plus souvent « maison », ce qui explique leur penchant de conciliation plutôt que d'affrontement.

Dans ce climat paternaliste, le citoyen s'intéresse peu à la chose publique, n'oubliant sa tiédeur qu'à l'occasion des élections. Les affaires publiques sont d'ailleurs un domaine réservé aux diplômés de certaines grandes universités qui se cooptent majoritairement à l'intérieur d'un même vivier, celui du Parti libéral démocratique. Le pouvoir réel est aux mains d'oligarchies opaques, auxquelles les bureaucrates servent de mandataires appelés à conjuguer intérêts régionaux et commerciaux, selon des instructions arrêtées dans le secret d'une recherche de consensus.

* Ecrivain, traducteur de l'allemand et du japonais vers le français, Raymond Voyat est aussi rédacteur en chef adjoint de *Les Voix*, un magazine culturel publié à Kyoto en français et en japonais.

Avec plus de 125 millions d'âmes, le Japon représente un marché intérieur très particulier et bien organisé, capable d'amortir d'éventuels effets dus aux fluctuations sur les marchés extérieurs. En outre, les Nippons ont réussi à imposer leurs produits sur toute la planète. Deuxième puissance économique derrière les Etats-Unis, et devant l'Allemagne, le pays du Soleil levant répugne néanmoins à être trop visible sur la scène internationale.

Si l'on excepte tel ou tel domaine de coopération au sein des Nations Unies, l'action de certaines fondations ou encore le dévouement d'idéalistes isolés, le Japon officiel ne s'engage pas sans qu'une porte de sortie lui soit assurée. Essor, sécurité, stabilité, le tout au service de valeurs résolument nationales, voilà les maîtres mots, qui, toutefois, impliquent frilosité et méfiance. Et voici qu'en l'espace de quelques années, rien ne va plus. Que s'est-il passé ?

Séisme extérieur

Le régime des échanges entre pays industriels s'est resserré, créant une interdépendance qui les sensibilise aux cycles conjoncturels mondiaux. Et puis, le paysage géopolitique s'est transformé. Les voisins de l'archipel nippon ont participé à l'essor économique et sont devenus des concurrents : Corée du Sud, Taiwan et Chine. Investissements et coûts de fabrication y étant moindres, les groupes industriels ont délocalisé leurs activités à l'étranger, en particulier en Asie du Sud-Est, approvisionnant ainsi leur clientèle sur place. L'intérêt d'un tel redéploiement l'a emporté sur les risques de fragilité et d'instabilité politique de ces pays.

Avec les Etats-Unis, le rapport maître-élève, gage de stabilité pour la région, s'est distendu. Si l'archipel, stratégiquement, continue d'être une base indispensable pour l'armée américaine, la présence insistante de l'ancien vainqueur irrite, et son

influence dans tous les domaines pèse. Mais il demeure un partenaire économique irremplaçable. La réciprocité est vraie, et l'ampleur des intérêts commerciaux et financiers nippons pèse aux Américains, qui se sentent parfois chez eux otages du Japon. L'influence des Etats-Unis demeure un ferment plus actif que jamais, dont il est difficile de mesurer les résultats en profondeur, car, jaloux de son identité, le disciple nippon rogne ou adapte insidieusement ce qui lui vient de son mentor.

Parmi les déclencheurs qui ont provoqué la remise en question actuelle, l'un des plus importants a été la crise monétaire qui a commencé en Thaïlande (septembre 1997) et qui a submergé toute l'Asie du Sud-Est, jusqu'aux Philippines et jusqu'à la Corée du Sud. L'Indonésie ne s'en est toujours pas remise. La plupart des créances douteuses, des concours non productifs d'intérêt et des dettes irrécupérables détenues par les banques japonaises sont le fait de ces pays-là. Les établissements de crédit s'y étaient fortement engagés par des prêts «souverains» aux différents Etats ou des financements de projets d'investissements d'entrepreneurs japonais.

Certes, le système bancaire nippon fonctionne de façon quelque peu différente de chez nous. Là-bas, un particulier ne peut avoir accès au capital d'une banque qu'indirectement, par l'entremise de son entreprise, qui en garantit ainsi la solvabilité. Et y trouve un intérêt. D'ailleurs, le Japonais n'a pas la fibre actionnaire, ni l'habitude de boursicoter. La crise n'a donc pas touché directement le citoyen - d'autant plus que, jusqu'au 1^{er} avril 2002, les autorités garantissaient la totalité des petits dépôts confiés aux banques - mais il a été impliqué à cause des difficultés croissantes des entreprises. De plus, différents scandales et faillites d'établissements marginaux ont incité l'épargnant à reporter ses avoirs sur des comptes postaux. Avant tout, la situation économique tendue a provoqué la

précarité de l'emploi, ébranlant ainsi le dogme de l'emploi à vie.

Quant au gouvernement, tout en clamant son intention de réformer la situation, il peine à réagir. Mais le veut-il, ou le peut-il vraiment ? La sclérose des organes du pouvoir, l'obstructionnisme d'une bureaucratie défendant des intérêts acquis, tout cela fait sans doute obstacle à une sérieuse reprise en mains. Ou est-ce la crainte de voir confirmé qu'un nettoyage des écuries d'Augias révélerait une situation si grave, qu'elle pourrait ébranler les structures mêmes du pays, suscitant une onde de choc capable de lézarder le monde industrialisé ?

Personne alors, ni les Japonais ni leurs partenaires, n'aurait intérêt à un tel déballage. Et la manie du secret empêche d'aller bien loin dans les enquêtes, surtout si elles sont le fait d'étrangers. Les inspecteurs du FMI en ont fait l'expérience.

Séisme intérieur

Cela dit, la confiance du public japonais, traditionnellement sceptique à l'égard de la classe politique, avait déjà été sapée à la suite de l'éclatement de la bulle économique des années 80-90, après l'explosion des prix fonciers et les sommets atteints par les valeurs boursières. Bulle qui avait métamorphosé les propriétaires de terrains et les spéculateurs, en classe richissime face à de nombreux sur-endettés. Aussi brutalement qu'elle avait gonflé, cette baudruche est retombée, ramenant les prix immobiliers à des chiffres encore élevés, certes, mais plus raisonnables. Finalement, à part quelques « initiés », tout le monde y a perdu.

Cette spéculation a eu une dimension différente de celle alimentée aux Etats-Unis par la Bourse des nouvelles technologies (Nasdaq). Pour les Japonais, en effet, la terre a une valeur sacrée et toute spéculation mercantile tourne à l'acte de profanation. C'est par son attachement à la

glèbe et au culte des ancêtres que le Japonais vit la transcendance. Mais tous n'ont pas eu de tels scrupules.

Années de spéculation qui ont secoué une société qui se voulait homogène. Ceux qui avaient survécu à l'anéantissement de Tokyo lors du tremblement de terre de 1923, traversé le militarisme de l'Empire, contemplé le pays dévasté en 1945 et subi le vainqueur yankee, sont ceux qui reconstruisirent le pays en se sacrifiant pour que la génération suivante connaisse autre chose que les privations et l'humiliation.

Tout en se pliant aux modernisations imposées par MacArthur, ils ont toujours cherché à préserver leurs valeurs ancestrales. Au cours des années 50-60, les violentes manifestations d'extrême gauche visant les Etats-Unis, mais aussi le système politique à leur dévotion, n'ont cependant pas réussi à implanter un modèle inspiré du communisme.

La phase d'essor économique a accéléré l'émancipation de la femme japonaise. Elle a mené des études sérieuses, elle s'est présentée sur le marché du travail. Elle s'est voulue plus libre dans ses choix, dans ses comportements, même si elle est encore loin de rejoindre sa consœur américaine ou européenne. Certaines femmes ont disputé aux hommes leur prééminence en tant que cadres supérieurs, et cela aux dépens d'une vie au foyer.

En outre, on se marie de plus en plus tard et de moins en moins selon la vénérable tradition du mariage arrangé. Nombreuses sont les femmes qui se remettent en selle après avoir élevé leurs enfants et renâclent devant le rôle de belle-mère et de future grand-mère. Il reste encore à inventer un rôle de femme mûre et indépendante. Mais comment ? Beaucoup de misère féminine se cache dans ces appartements minuscules et encombrés, conçus comme des cages à sommeil et dégradés en entrepôts familiaux.

Cette tentative de libération générale est encore plus marquée chez la jeune génération, celle qui a grandi au cours de la bulle



Le quartier d'Asakusa (Tokyo).

économique. L'argent était plus facile, et les produits de première nécessité remplacés par des produits de luxe symbolisant un standing dont ne dispose vraiment qu'une minorité de nantis. Aujourd'hui, l'ordinateur, le baladeur, le portable se banalisent en production de masse.

Plus de filets

Entre ses cours, l'étudiant accomplit des petits boulots (*arubaito*), non point pour participer aux frais de la famille, mais pour se procurer de l'argent de poche en vue de financer voyages et fringues. Cela se justifie peut-être par un besoin d'évasion de l'inconfort quotidien. Mais c'est une génération favorisée et gâtée qui atteint l'âge de fonder un foyer au moment même où la situation économique se dégrade.

L'exode des campagnes avait déjà affaibli les structures familiales traditionnelles, situation qui s'est aggravée. La population a vieilli et l'espérance de vie s'est prolongée. De plus en plus isolés, les vieux ne peuvent exercer les tâches de conciliation, d'éducation et de conseil qui leur étaient jadis dévolues. Indépendamment d'exemples nombreux de dévouement filial à l'égard de parents diminués, les structures gériatriques font gravement défaut. Et quoi qu'on en dise, la condition des vieillards culpabilise tout Japonais responsable qui se souvient de ce que signifiait autrefois vivre et mourir entouré des siens. De nouveaux modèles sont à créer, mais la génération qui a reconstruit le Japon après la guerre paraît de toute manière être sacrifiée en son grand âge.

Leurs enfants, pour leur part, se demandent déjà qui va prendre soin d'eux dans une société où personne ne veut - ou ne

peut - plus prendre l'autre en charge. Au poids de la sénescence vient s'ajouter celui de l'angoisse de tous ceux pour qui l'avenir professionnel et social est bouché. Comment alors accueillir dans un appartement exigü un père chômeur ? Les horaires de travail, ceux de l'école et des emplois occasionnels permettaient en principe d'alterner les présences : tous se retrouvaient tard le soir pour étendre les «futons» et se coucher. Mais les chômeurs ne sont absolument pas programmés, comme sont rares les initiatives de requalification et de réinsertion à leur intention. Il est presque impossible de se reclasser après 45 ans.

Le filet de sécurité de la prévoyance sociale au niveau national demeure sous-développé. Les salaires ont diminué, les célèbres «bonus» (gratifications régulières) ont disparu ou ne sont plus que symboliques. Les dettes contractées durant la période de la bulle sont devenues trop lourdes à apurer. Un bien-fonds acheté il y a dix ans s'est largement dévalorisé. Les immeubles demeurent vides ou se bradent. Pour le système bancaire, cela représente une constante érosion de la valeur des actifs au bilan.

Certains experts incitent les Japonais à dépenser chez eux pour faire repartir la machine économique. Or le citoyen dépense moins. Pour remplacer ce qui s'use, tout le monde guette les ventes promotionnelles. De plus, il suffit d'entrer dans un appartement japonais pour constater que le moindre espace est déjà occupé.

Il aurait fallu sans doute profiter de la période de relative aisance pour commencer à transformer sur une grande échelle les lieux de vie de la population. Or les spéculateurs ont préféré investir dans des copropriétés luxueuses et des objets de prestige destinés aux grandes sociétés. Mais dans ce pays accidenté, où l'instabilité tellurique et le climat imposent tant de contraintes, comment gagner de l'espace sur les rares surfaces sur-occupées et en principe réservées à l'agriculture ?

Directement concerné, chacun vit la situation actuelle comme s'il était victime d'une triple trahison. Trahison du gouvernement récupérant l'Etat à son profit, peu intéressé à renouveler son personnel et à rentabiliser sa pesante bureaucratie. Trahison du monde bancaire et financier, dont l'incurie et peut-être la corruption menacent les acquis censés assurer la sécurité matérielle des épargnants. Enfin, trahison de l'employeur, qui, n'ayant su gérer le progrès, est aujourd'hui dépassé par la crise économique.

Essor de l'individu

A travers ses difficultés actuelles, le Japonais commence l'apprentissage d'un destin individuel et personnel. Dans sa tradition culturelle, le bonheur et l'accomplissement naissent de la relation harmonieuse que l'individu établit avec les groupes dont il fait partie au titre de rouage essentiel. Alors qu'en Occident, chacun recherche son bonheur et son épanouissement personnels en satellisant le groupe.

Perspectives différentes : la frénésie de consommation a permis au Japonais de louvoyer entre l'une et l'autre, ce qui lui épargnait de choisir ou d'opérer une synthèse. Aujourd'hui, le groupe est affaibli et l'individu se voit confronté à lui-même, forcé de se battre seul. Voilà qui est difficile pour lui.

Mais qu'enseigne la mémoire ? Les bouleversements qu'entraînèrent l'arrivée du bouddhisme et de l'écriture chinoise au VI^e siècle, la rencontre avec le christianisme de St François Xavier au XVI^e siècle ou encore l'ouverture au monde extérieur commencée à l'ère Meiji (1868-1912) : à chaque fois, le Japon en a profité pour enrichir son âme.

R. V.